

PROJET



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Délégation à la mer et au littoral

**COMPTE RENDU DU BUREAU DU CNML
du 4 décembre 2018
(Saint Germain – 13h30-17h00)**

Étaient présents :

Membres du bureau :

Mme Karine CLAIREAUX, présidente

M. Michel MOLY

M. Jean-François RAPIN

M. Philippe LEMERCIER

M. Gérard ROMITI

Mme Agnès GARCON

M. Vincent BALES

M. Bruno DACHICOURT

M. Thierry Le GUEVEL

M. Frédéric MONCANY de SAINT-AIGNAN

M. Xavier de La GORCE

Invités :

Mme Françoise GAILL (Présidente du COMER)

M. Nicolas GORODESKA (Secrétariat général de la mer)

Secrétariat général du CNML :

Délégation à la mer et au littoral

Ouverture de la réunion du Bureau du CNML par la Présidente : Mme Claireaux

Actualités, échanges entre les participants :

- Les assises de l'économie de la mer
- Nouveau numéro du grand bleu joint au dossier
- Comité France-Maritime outre-mer : à l'issue des assises de l'économie de la mer, s'est tenu au Ministère de l'Outre-Mer, un Comité France Maritime dédié à l'outre-mer, en l'absence toutefois de la ministre, retenue à La Réunion. Un tour d'horizon des territoires a été effectué, ainsi que des mesures retenues au Cimer les concernant. Tous les 2 ou 3 mois se tiendra une visioconférence avec tous les clusters ultramarins. Pour 2019, les thèmes retenus sont les suivants :

- La formation et les métiers de la mer
- les infrastructures des ports de plaisance
- le développement de la croisière en outre mer (duty free, accueil...)
- Le Brexit avec des impacts sociaux-économiques conséquents. Au-delà de la pêche, on note une grande inquiétude dans le domaine du commerce et chez les marins, car on peut craindre des mouvements sociaux. Sur ce point, le sénateur RAPIN indique qu'il y a un rapport de la Commission européenne sur les corridors maritimes ; mais elle est sans doute passée à côté du sujet (pas de mention des autoroutes maritimes par ex) ; ce rapport est très critiquable, car la consultation a été mal placée et trop rapide, ce qui ne la rend pas crédible. Il faut que la France se fasse entendre.
- Une réflexion sur le régime des marins et son intégration dans un régime universel a été lancée officiellement au mois d'octobre. Il y a de gros enjeux en outre-mer sur la pêche, comme le problème des retraités qui ne gagnent pas assez et qui retournent travailler et donc concurrencent les actifs. En Guyane, le risque est de voir des gens sans ressources, car ils n'ont pas cotisé durant leur carrière, créer des mouvements sociaux importants.
- Annonce de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) : l'ambition est très forte, car il s'agit de doubler le volume d'énergies renouvelables d'ici 2030, mais les énergies marines sont les grandes oubliées : l'éolien terrestre est multiplié par 3 et le photovoltaïque par 5, mais l'éolien en mer est divisé par 3 par rapport aux demandes des industriels. Ce message sera porté dans les prochains mois en espérant une évolution favorable, car le décret approuvant la PPE n'est pas encore publié (il devrait l'être au printemps). L'objectif de la filière est d'atteindre 15GWatt, ce qui représenterait 1% du territoire maritime.

Il y a 2 technologies pour l'éolien en mer : l'éolien posé (jusqu'à 50m de fond) et l'éolien flottant. L'éolien posé s'est développé en premier (plus simple), mais maintenant on prétend qu'il n'y a plus de place (80 GW sont possibles et 10 GW ont été accordés). Or il y a un travail plus global de planification maritime à effectuer, pour l'ensemble des pays qui font de l'éolien en mer. En dehors du parc d'Oléron, la planification spatiale n'a pas encore permis de faire ressortir des zones pour les nouveaux entrants. Concernant le flottant, on est encore au stade prototype et la question est de présenter un modèle économique montrant que le coût ne sera pas trop élevé. Il y a néanmoins une montée en puissance puisque, aujourd'hui, la réalisation de 4 fermes pilotes est en cours. On passera ensuite à des parcs de 250 GW puis de 500 GW. Le label Natura 2000 est souvent utilisé comme prétexte pour s'opposer à l'implantation d'éoliennes, alors qu'à Fécamp le parc a été salué par les ONG. Néanmoins, beaucoup d'acteurs du terrain attendent de voir les premiers essais pour donner leur soutien à la seconde génération. Le calendrier de mise en œuvre des projets a pris beaucoup de retard car ceux qui ont été retenus par les appels d'offres en 2012 ne sont toujours pas autorisés, dont un qui dort au Conseil d'Etat depuis 14 mois. Or c'est un préalable pour lancer la filière.

Même si notre position ne doit pas être trop ambitieuse, il reste encore 4 à 6 mois pour pousser les curseurs des énergies marines avant l'adoption de la PPE. Il existe néanmoins un blocage à Bercy, car la production d'électricité en mer reste plus chère que celle produite à terre, même si son coût diminue.

-Une grande fête de la mer à Nantes fin juin début juillet : la mer XXL. Il est suggéré que cette fête de la mer se transforme en fête du fluvio-maritime en associant les acteurs de la Loire et de l'estuaire autour des métiers du maritime.

0.1 Grand Bleu N°3

Il est à diffuser largement, mais en particulier au CNML et aux membres des CMF. La DML doit être mieux identifiée sur le document et il faudrait prévoir un lien internet pour sa diffusion. Le Grand Bleu étant public, il peut être publié sur les sites institutionnels.

0.2 Compte-rendu du bureau du 2 octobre

Le compte rendu est approuvé à l'unanimité. (quelques demandes de précisions reçues ultérieurement du CNPMEM seront ajoutées)

I. Organisation générale du CNML

I.1. Point sur la feuille de route

Le groupe de travail sur les indicateurs de suivi a permis de définir des indicateurs de 1er et de 2ème rang ; la première catégorie est bientôt finalisée et au début de l'année prochaine, il y aura un set complet d'indicateurs de 1^{er} rang, qui sera présenté au prochain plénier.

Le groupe de travail sur la planification a été étendu au sujet des territoires maritimes et littoraux à valeur d'expérience (TMLVE). Les prochaines réunions de ce groupe sont prévues le 18 décembre 2018 et le 22 janvier 2019.

En ce qui concerne les DSF, le premier volet « stratégie de façade maritime » a été transmis à l'autorité environnementale (AE) fin novembre. Il convient maintenant de préparer la consultation du public qui commencera en mars, ainsi que celle des autres instances. Il faut cependant réfléchir aussi à l'étape suivante (mise en œuvre, correspondant aux parties 3 et 4 des DSF).

Pour mémoire, les documents stratégiques de bassin ultramarin ont environ un an de décalage avec les DSF. Leur procédure d'élaboration diffère de celle des DSF en ce qu'il existe une commission spécialisée (Etat/élus) qui élabore le document. L'ANEL, de son côté, prévoit d'auditionner les élus ultramarins pour faire un point avec eux sur l'état d'avancement de leurs documents. Les états des lieux sont bien avancés et certains commencent à analyser les enjeux. Les stratégies maritimes devraient être achevées fin 2019, pour une adoption en 2020. La principale difficulté réside dans le fait qu'il n'y a pas un modèle unique car tous les bassins sont différents. Il est proposé de constituer un groupe de travail dédié à l'outre-mer.

A noter qu'une université d'été de l'Institut France Québec Maritime se tiendra à Saint Pierre et Miquelon l'été prochain.

TMLVE : La feuille de route a été validée par le CIMER. Une réunion, organisée par le CEREMA et la Région Pays de la Loire s'est tenue à Nantes le mois dernier et un colloque sur la gestion intégrée des sports nautiques dans les milieux littoraux vient d'avoir lieu à Quiberon à l'Ecole nationale de voile et des sports nautiques, co-organisé par l'école, le Ministère des Sports et l'AFB.

Plaisance et loisirs nautiques : K. Claireaux fait état d'un courrier reçu de la confédération du nautisme et de la plaisance en date du 27 novembre 2018. Un groupe de travail est en train de se constituer dans le cadre du CNML ; ses missions sont totalement différentes de celles du comité de la plaisance (groupe de travail du Comité France Maritime) et ont notamment vocation à traiter des questions territoriales et sociales. Il faut bien coordonner les calendriers, car des membres du CNML sont aussi membres du Comité de la plaisance.

Recherche et innovation : le COMER va organiser ses réunions juste avant les réunions du bureau ou plénier, pour pouvoir se saisir des sujets à l'ordre du jour et contribuer plus activement.

En ce qui concerne la cartographie des laboratoires, après la Bretagne, pour juin prochain il y aura deux régions supplémentaires : la Nouvelle aquitaine et l'Occitanie. Ce sera un outil de travail extrêmement important pour les stratégies littorales. Le MTES a financé cette étude, le MESRI n'a mis que des moyens humains sur la question.

L'analyse des stratégies de façade : elle a commencé, les membres se sont partagé le travail. Elle se concentre sur les manques et comment compléter ce qui a été fait.

L'examen du projet de rapport spécial océan-cryosphère du GIEC (gros morceau) : une relecture est en cours.

Enfin un travail de fond est en cours sur la préparation de la décennie des sciences de l'Océan (elle doit être positionnée vis-à-vis échéances sur Climat, biodiversité et Objectifs du développement durable).

Génération Océan : la feuille de route a été approuvée par le CIMER. Il reste à explorer les réseaux, et à travailler à une plateforme participative avec les porteurs de projets. Le 2 juillet prochain à Nantes, un plateau est programmé pour une réunion dans le cadre de la manifestation « la mer XXL ».

Une réunion internationale, ouverte à tous les membres du CNML qui le souhaitent, sera organisée deux fois par an. Il s'agit de passer en revue les actualités internationales et le cas échéant de monter des groupes de travail (il y a ceux qui existent déjà comme le groupe sur la biodiversité en haute-mer réuni régulièrement par l'Ambassadeur S.Segura et le SGmer). La première réunion qui s'est tenue hier a répondu à une véritable attente. Les sujets environnementaux ont surtout été évoqués, il faudra aussi une prochaine fois aborder les questions économiques (par exemple l'exploration des grands fonds et l'actualité de l'AIFM – Autorité internationale des fonds marins).

Plan d'action Mer et Littoral : les décisions du CIMER ont été réintroduites dans le plan d'action. C'est une première ébauche qui doit encore être améliorée pour présenter les évolutions lors du prochain plénier.

Au Sénat, JF. RAPIN, rapporteur à la commission des finances sur les questions de recherche, informe qu'un groupe de travail devrait se créer sur l'avenir de la flotte océanographique (500M€ d'investissement à faire dans les dix ans qui viennent) : le CNML pourrait avoir une vision sur le sujet et participer à la réflexion.

Dans le cadre du plan Horizon Europe, il est très regrettable que la réorganisation des travaux européens sur la recherche ne laisse pas une part prépondérante au maritime (une seule page).

I.2. Evolution du CNML

Le fonctionnement du CNML doit être amélioré et le ministre a souhaité que des propositions lui soient faites en ce sens. Aujourd'hui il y a à l'évidence une fenêtre ouverte et il faut en profiter pour discuter ensemble et lancer de nouvelles idées. Le secrétariat du CNML lance un appel aux contributions des membres du bureau.

II. Orientations stratégiques de l'Agence française pour la biodiversité (Michel Duhalde/DEB)

Les textes réglementaires prévoient que Conseil National de la Biodiversité (CNB), le conseil national de l'eau (CNE), ainsi que le conseil national de la mer et des littoraux (CNML) doivent être consultés sur les orientations stratégiques du contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'Agence française pour la biodiversité. Ce COP, qui a commencé à être élaboré début 2018, va durer jusqu'au 1^{er} janvier 2020, date à laquelle l'ONCFS va entrer dans l'AFB.

Les comités nationaux, cités ci-dessus, doivent se prononcer sur les 5 orientations stratégiques (et uniquement sur celles-ci), qui correspondent à la première partie du document.

L'avis du CNML devant être rendu fin janvier 2019 au plus tard, il est proposé que l'ensemble des membres soit sollicité par courriel pour une réponse le 10 janvier. Une synthèse des contributions sera ensuite réalisée, portée à la connaissance du conseil et du ministre, et envoyée à l'AFB.

A la question de la consultation du CNML sur la fusion ONCFS et AFB, il est répondu que le ministre a demandé les listes des membres des conseils précités et qu'il a souhaité les solliciter directement et individuellement. Un courrier a ainsi été adressé par le ministre de manière assez large pour présenter le projet, avec une adresse mail dédiée aux réponses. Ce n'est pas une consultation officielle du CNML qui, formellement, n'a pas à être consulté.

III. Révision de la stratégie nationale des aires marines protégées (Eric Tromeur/ DEB)

Il ne s'agit que d'un point d'information sur le commencement de la révision de la SN-AMP qui sera en vigueur de 2020 à 2030. Il y aura une extension de la liste des espaces considérés comme AMP (sanctuaires comme Pélagos, protections spécifiques à la Nouvelle-Calédonie ou des AMP au niveau international (UNESCO, convention Oslo-Paris, Ramsar...)). (Voir support de présentation joint).

La révision de la SN-AMP se déroulera ainsi : 1^{ère} phase : bilan (par un prestataire) ; 2^{ème} phase : le 4^{ème} colloque national des AMP se tiendra en octobre 2019 à Biarritz, élaboration de la nouvelle stratégie, puis consultation du CNML ; 3^{ème} phase : présentation de la nouvelle stratégie à Marseille à l'occasion du congrès mondial de la Nature (UICN) en 2020.

Il est demandé si une partie économique figurera dans le bilan (création d'emplois, ...) qui sera présenté, afin de voir les AMP peuvent être considérées comme une opportunité et pas toujours comme une contrainte ? y aura-t-il aussi un bilan financier, qui serait intéressant pour les acteurs économiques ? L'objectif du bilan global est bien d'identifier les freins mais aussi les leviers dont la question économique fait partie. Sur le plan financier, une réflexion intéressante sera à conduire.

Le prestataire chargé d'établir le bilan sera choisi par l'AFB, la DEB est impliquée dans la définition du cahier des charges qui sera proposé (CCTP).

Même si les aires marines protégées sont intégrées dans les DSF, la stratégie AMP en elle-même n'y figurera pas. Il y a eu une tentative sur les zones de conservation halieutique mais en raison d'un réel manque de données et d'une impossibilité à coordonner (trop tôt) les calendriers, cette intégration s'est avérée impossible pour cette première génération de DSF.

Une étude comparative internationale sera menée par l'UICN, car la définition des AMP est différente au niveau international et en France.

Les DSF, compte tenu de leur échelle, ne doivent pas non plus aller trop loin dans les gouvernances locales.

Il existe déjà beaucoup d'AMP sur les côtes françaises, a-t-on encore les moyens pour continuer à en créer d'autres ?

IV. Comité interministériel de la Mer

(N. Gorodeska/ SG mer)

Le CIMER s'est tenu le 15 novembre dernier à Dunkerque (c'est le deuxième CIMER de ce gouvernement) ; 10 ministres et Secrétaires d'Etat y participaient.

Le passage de 49 mesures en 2017, à plus de 80 en 2018, montre que le CIMER s'installe dans le calendrier de la politique maritime. Sur le fond, une grosse partie des mesures concerne le secteur portuaire (lancement d'une stratégie), puis le Brexit (le gouvernement s'est voulu rassurant), enfin l'outre-mer (originalité), l'Europe, les Français et la mer pour faire vivre le fait maritime dans la société et protéger la mer.

Il est cependant à craindre que l'augmentation significative du nombre de mesures conduise à beaucoup de dilution et empêche de voir les vraies priorités. Les compétences régaliennes de l'Etat, qui sont au cœur des CIMER, sont en train de se déplacer vers le secteur économique.

Le Comité France-Océan sera installé le 10 décembre par M. de RUGY.

Il est souligné la grande fluidité de la préparation de ce CIMER, et la déclaration d'intention d'avoir ce rythme annuel, avec un point d'étape interministériel en milieu d'année. Ce qu'on peut attendre des points d'étape, c'est un travail continu tout au long de l'année pour identifier les blocages, afin que la situation soit maîtrisée en novembre.

On peut cependant regretter le faible impact médiatique du CIMER, et se demander de quelle manière nous pouvons intéresser les grands médias à nos sujets. Il faut un travail différent pour atteindre l'oreille de nos concitoyens, car il est difficile de communiquer localement. La mer fait peur, donc on refuse d'en parler. Il faudrait faire davantage appel à des sociologues, des humanistes ou des historiens. La diffusion outre mer a été réalisée à travers le CFM-OM (ultramarin).

Il faut souligner le déplacement du Centre de gravité de l'inter-ministériat du CIMER, sous l'influence du Comité France Maritime ; Il est indispensable que le type d'enceinte comme le CNML permette de confronter le travail thématique entre les acteurs de manière « Grenellienne » et ne pas se limiter à travailler en silo verticaux. Des passerelles entre ces comités doivent être établies. Il faut de plus y ajouter la dimension sociale.

Il apparaît que le CNML n'est pas utilisé comme il faudrait. Il devrait servir de holding, mais on multiplie les conseils autour de lui, sur les thèmes qu'il est censé traiter. Il faut donc lui rendre sa raison d'être ou le faire disparaître.

Intervention de Sophie-Dorothée DURON (cabinet du ministre)

L'Analyse du ministre est que la gouvernance ne fonctionne pas comme on le voudrait tous. Il faut donc rénover, moderniser le CNML. Il n'y a aucune remise en cause de la structure, mais les membres du CNML sont-ils prêts à travailler sur cette question ?

Il y a eu des créations de nouvelles instances en 2017 comme le Comité France Maritime (CFM) et en 2018 le Comité France-Océan (CFO). Il est nécessaire qu'ils puissent utilement

travailler avec le CNML (qui est l'organe grenélien) et l'alimenter par des réflexions « sectorielles ».

Le Ministre souhaite convoquer un CNML plénier le 4 février au matin, afin d'écouter les propositions et présenter un premier travail de réflexion. Les sujets comme la transition environnementale et énergétique, la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), la politique maritime intégrée sont autant de sujets que le ministre souhaitera aborder.

Le ministre veut également proposer un évènement pour septembre 2019 autour des 10 ans du Grenelle de la mer.

V. Etat d'avancement des Documents stratégiques de façade

Consultation lors d'un bureau CNML en janvier pour la prolongation mandat CMF.

VI. DPT

Il est demandé une présentation détaillée pour la prochaine fois.

VII. Avis sur le plan d'action récifs coralliens

Pour information, le compte rendu de la consultation qui a été effectuée et l'avis du CNML qui a été transmis.

VIII. Avis sur le bon état écologique

L'arrêté définissant le bon état écologique constitue une des annexes du document stratégique de façade. Le projet a été présenté au bureau du CNML le 27 mars (avec présentation détaillée de son contenu). Il s'agit de la révision d'un arrêté de 2012 sur la base de l'évolution des connaissances, des travaux, des demandes de la commission européenne.

Il est utilisé pour faire une réévaluation de l'état écologique des eaux marines métropolitaines. Il propose des seuils, dont certains sont déjà utilisés dans la Convention OSPAR. Un guide méthodologique viendra par la suite le compléter.

Par rapport à la version de mars, de nombreux échanges bilatéraux ont été effectués et ont conduit à une amélioration des objectifs environnementaux.

La mission interministérielle de l'eau a rendu un avis favorable le 27 juin 2018, de même que le conseil national de la protection de la nature (CNP) le 22 juin 2018.

Le projet d'arrêté obtient un avis favorable avec 2 abstentions.

Questions diverses

Le prochain bureau du CNML se tiendra le mercredi 23 janvier 2019.

Le ministre a accordé son patronage à la manifestation de la Mer XXL (Nantes fin juin début juillet 2019).

Le G7 environnement qui se tient au mois de mai pourrait traiter de l'océan.

Il est demandé des informations sur le projet de décret « biotopes » sur lequel le bureau avait été consulté.